ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

Projet d'arrêté royal fixant le modèle de règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, ainsi que les délais et modalités d'approbation dudit règlement.

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, article 5, §§ 1er, 2, 4 et 5 ;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, article 10 ;

Vu l'avis n° ... du Conseil d'Etat, donné le ... en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

Ontwerp van koninklijk besluit tot vastlegging van het model van gemeenteverordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, alsook de termijnen en modaliteiten voor goedkeuring van die verordening.

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, artikel 5, §§1, 2, 4 en 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, artikel 10;

Gelet op het advies nr. ... van de Raad van State, gegeven op ..., in toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

3928080

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Article 1er. Le modèle de règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour est établi conformément à l'annexe du présent arrêté.

Artikel 1. Het model van gemeenteverordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, wordt vastgelegd overeenkomstig de bijlage van dit besluit.

Art. 2. § 1er. Le règlement communal visé à l'article 5, § 2, alinéa 1er, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population doit être soumis, pour approbation, à la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur dans les six mois de la publication au Moniteur belge du présent arrêté.

Art. 2. § 1. De gemeenteverordening bedoeld in artikel 5, § 2, eerste lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, moet ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken binnen de zes maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad.

§ 2. Dans les 3 mois de la réception, pour approbation, du règlement communal visé au § 1er, la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur décide soit d'approuver, le cas échéant avec observations, soit de ne pas approuver le règlement communal qui lui est soumis. Si le règlement communal n'est pas approuvé, la décision de non-approbation sera accompagnée d'un avis.

§ 2. Binnen de 3 maanden nadat de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken de gemeenteverordening bedoeld in § 1 ter goedkeuring ontvangen heeft, beslist zij om de haar voorgelegde gemeenteverordening hetzij goed te keuren, indien nodig met opmerkingen, hetzij niet goed te keuren. Indien de gemeenteverordening niet goedgekeurd wordt, zal bij de beslissing van niet-goedkeuring een advies bijgevoegd worden.

§ 3. En fonction des modifications législatives pouvant avoir un impact sur les règlements communaux, ceux-ci ainsi que le modèle de règlement communal seront adaptés en conséquence.

§ 3. Naar gelang van de wetgevende wijzigingen die een impact op de gemeenteverordeningen kunnen hebben, zullen de gemeenteverordeningen en het model van gemeenteverordening dientengevolge aangepast worden.

3928080

Art. 3. Les règlements communaux qui ont déjà été adoptés avant la publication du modèle visé à l'article 1er font l'objet d'une approbation par la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur selon les mêmes modalités que celles visés à l'article 2, § 2.

Art. 3. De gemeenteverordeningen die reeds vóór de bekendmaking van het in artikel 1 bedoelde model goedgekeurd werden, maken het voorwerp uit van een goedkeuring door de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 2, § 2.

Art. 4. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à

Gegeven te

PAR LE ROI :
La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

VAN KONINGSWEGE:
De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Annelies VERLINDEN

3928080

Annexe à l'arrêté royal du ... fixant le modèle de règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, ainsi que les délais et modalités d'approbation dudit règlement.

Modèle de règlement concernant l'enquête relative à la résidence principale

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;
Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour;
Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel;
Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, en particulier l'article 10, qui prévoit que le conseil communal fixe par règlement les modalités selon lesquelles la vérification de la réalité de la résidence est effectuée et le rapport de radiation et d'inscription d'office est établi ;
Vu l'arrêté royal du ... fixant le modèle de règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, ainsi que les délais et modalités d'approbation dudit règlement ;
Vu les Instructions générales pour la tenue à jour des registres de la population ;
Vu les diverses dispositions régionales et communales ;
Considérant que l'objectif des registres de la population est de localiser et d'identifier les habitants présents sur le territoire de la commune ;
Considérant que l'inscription dans les registres de la population constitue tout autant un droit qu'une obligation ;
Considérant que les données de localisation et d'identification des personnes inscrites dans les registres de la population sont reprises dans le Registre national des personnes physiques ;
Considérant que la tenue des registres de la population et du Registre national des personnes physiques constitue la base de l'action administrative de la commune ainsi que de l'ensemble des autorités et organismes relevant de différents niveaux de pouvoir ;
Considérant que la mise à jour permanente des registres de la population et du Registre national des personnes physiques est essentielle tant au niveau social, fiscal, statistique qu'au niveau de la protection et de la sécurité de la population ;
Considérant que le contrôle de la résidence principale par la police est nécessaire afin d'éviter la domiciliation fictive et par conséquent, de lutter notamment contre la fraude sociale et fiscale, les infractions en matière de logement, d'urbanisme, de salubrité, de sécurité, d'aménagement du territoire, etc. ;
Considérant que le présent règlement a pour objectif de fixer les modalités relatives à la vérification de la résidence principale et la procédure de contrôle de résidence ;
Considérant que, en cas de conflit entre les lois, arrêtés, et instructions repris ci-dessus et le présent règlement communal, ces premières prévalent ;

Sur proposition du Collège;

ARRETE :

PARTIE I : INSCRIPTION DANS LES REGISTRES DE LA POPULATION ET CONTROLE DE RESIDENCE

CHAPITRE 1. Définitions.

Article 1er.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Résidence principale :
La résidence principale est, soit le lieu où vivent habituellement les membres d'un ménage composé de plusieurs personnes, unies ou non par des liens de parenté, soit le lieu où vit habituellement une personne isolée. Cette notion se fonde sur une situation de fait, à savoir, la constatation d'un séjour effectif dans une résidence durant la

3928080

majeure partie de l'année ;

Absence temporaire :
Le fait de ne pas résider de manière effective au lieu de sa résidence principale durant une période déterminée tout en y conservant des intérêts suffisants démontrant que la réintégration dans la résidence principale est possible à tous moments ;

Adresse de référence :
L'adresse de la résidence principale d'une personne physique ou morale qui répond aux exigences légales, et, où, avec l'accord de cette personne physique ou morale, une personne physique dépourvue de résidence fixe est inscrite ;

Demeure mobile :
Toute demeure conçue et équipée pour se déplacer de façon réglementaire sur les voies (en ce compris hydrauliques) publiques ;

Ménage :
Le ménage est constitué, soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes, qui unies ou non par des liens de parenté, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun ;

Personne de référence :
Le membre du ménage qui est habituellement en contact avec l'administration pour les affaires concernant le ménage. On ne peut désigner qu'une seule personne de référence par ménage ;

Etranger :
Une personne qui n'a pas la nationalité belge au sens de la législation relative aux étrangers ;

CHAPITRE 2. Les déclarations :

Changement d'adresse (article 2)
Absence temporaire (article 3),
Adresse de référence (article 4),
Départ pour l'étranger (article 5),
Déclaration par des mineurs (article 6)

Article 2. Changement d'adresse.

§ 1er. Toute personne qui veut fixer ou changer sa résidence principale dans la commune est tenue de faire une déclaration de son changement d'adresse auprès du service communal compétent conformément aux lois, arrêtés et instructions citées dans le préambule.

§ 2. Tout changement de résidence au sein de la commune, depuis une autre commune du Royaume ou depuis ou vers l'étranger, doit faire l'objet d'un contrôle de résidence, effectué sur place.

Article 3. Absence temporaire.

§ 1er . Le citoyen peut déclarer toute absence temporaire de plus de 3 mois auprès du service compétent. Si, après 6 mois d'absence de sa résidence principale, un citoyen n'a pas demandé une absence temporaire, la procédure de radiation d'office est engagée. Pour déclarer une absence temporaire, l'intéressé remplit le formulaire prévu à cet effet. Cette absence temporaire doit être en conformité avec les lois, arrêtés et instructions citées dans le préambule.

§ 2. Si l'habitation est de façon exclusive louée ou mise à disposition d'un tiers, les conditions de l'absence temporaire ne sont plus remplies et la personne en absence temporaire est radiée d'office.

Article 4 : Adresse de référence.

§ 1er. La possibilité d'être inscrit en adresse de référence est strictement limitée par les lois, arrêtés et instructions

3928080

cités dans le préambule.

§ 2. Seule la commune est compétente pour l'inscription ou la radiation des registres de la population.

§ 3. Seul le centre public d'action sociale est compétent pour juger si une personne dispose ou non de ressources suffisantes afin de se pourvoir d'une résidence fixe. Pour une inscription en adresse de référence pour une personne qui ne dispose plus d'une résidence fixe en raison de manque de ressources suffisantes, un document du centre public d'action sociale, attestant que les conditions d'inscription à l'adresse du centre sont remplies, est nécessaire.
Le demandeur peut décider de s'inscrire en adresse de référence chez une personne physique, sur présentation du document susmentionné et avec l'accord de la personne physique concernée.

Article 5 : Départ pour l'étranger.

§ 1er. En cas de déménagement à l'étranger, l'intéressé doit en faire la déclaration auprès du service communal compétent, au plus tard la veille du départ.

§ 2. Lors de la déclaration, l'intéressé reçoit un certificat de radiation. En cas de déclaration tardive, le certificat est établi à la date de la déclaration tardive à condition de fournir une preuve officielle de l'établissement à l'étranger (attestation de la commune à l'étranger, de la police ou du poste diplomatique/consulaire belge).

§ 3. Afin de lutter contre la fraude au domicile, la commune demande à la police de vérifier la réalité du départ en réalisant une enquête de résidence à l'adresse de l'inscription.

Article 6 : Déclaration par des mineurs.

§ 1er. Le mineur est inscrit à l'adresse de sa résidence principale, en conformité avec les lois, arrêtés, règlements et instructions citées dans le préambule.

§ 2. Si des éléments qui ont été portés à la connaissance de la commune, il ressort que le mineur est en hébergement partagé chez les parents, l'enquête de résidence est réalisée avec une minutie particulière.
Si l'hébergement est égalitaire, le mineur reste inscrit là où il était inscrit, sauf accord contraire constaté par un acte authentique ou une décision judiciaire.
Si l'hébergement n'est pas égalitaire, le mineur est inscrit là où il a établi sa résidence principale. Cette inscription est indépendante de l'éventuel domicile légal fixé par décision judiciaire ou d'un éventuel accord commun sur l'hébergement du mineur.

CHAPITRE 3. L'enquête :
Enquête relative à la résidence principale (article 7)
Rapport d'enquête (article 8)

Article 7 : Enquête relative à la résidence principale.

§ 1er. La police réalise l'enquête visant à déterminer la réalité de la résidence principale. La police vérifie si l'intéressé réside effectivement durant la plus grande partie de l'année à l'adresse qu'il a déclarée et s'il y a établi le centre de ses intérêts.

§ 2. L'enquête visant à déterminer la résidence principale peut également être réalisée d'office par la police ou à la demande du service compétent de la commune, notamment lorsqu' il s'avère qu'une personne ou un ménage s'est établi sur le territoire de la commune sans en avoir fait la déclaration. En pareil cas, le citoyen est convoqué afin d'entreprendre les démarches nécessaires pour procéder au changement d'adresse et ainsi régulariser sa situation. Si l'intéressé n'a pas donné suite à cette convocation, la procédure d'inscription d'office est entamée.

§ 3. Les investigations effectuées par la police et par la commune, devront en toute hypothèse se faire dans le respect des garanties offertes par la protection du domicile et du secret professionnel ;

§ 4. L'enquête est réalisée dans le délai légal. Si au terme du délai légal, aucune conclusion ne peut être tirée,

3928080

l'enquête doit être poursuivie en concertation entre la police et le service compétent de la commune.

§ 5. Lors du contrôle de résidence, la police vérifie si toutes les personnes concernées ont leur résidence principale à l'adresse en les rencontrant sur place. La police peut, le cas échéant, s'informer auprès de tiers pouvant disposer d'informations utiles sur l'occupation du logement.

§ 6. S'il n'y a aucun doute quant à la résidence principale, la police clôture son rapport d'enquête et le transmet immédiatement au service compétent de la commune.

§ 7. En cas de doute, il est nécessaire de poursuivre l'enquête. Des contrôles sont réalisés, également le soir et le week-end si nécessaire, et sont diversifiés dans le temps.

§ 8. Lorsque l'enquête visant à déterminer la résidence principale effective montre que l'intéressé n'habite pas à l'adresse déclarée, la police émet un avis négatif. Le rapport d'enquête mentionne, le cas échéant, la résidence principale effective présumée de l'intéressé. Le cas échéant, une enquête doit également avoir lieu à cette adresse.

§ 9. La procédure de radiation d'office est entamée dans les cas prévus à l'article 11.

Le rapport d'enquête dans le cadre d'une radiation d'office doit être suffisamment motivé et détaillé. Des contrôles sont réalisés en dehors des heures normales de bureau et durant le week-end. La personne concernée est avertie de la proposition de radiation d'office et peut, le cas échéant et dans le délai raisonnable qui lui est fixé, apporter des preuves justifiant qu'il ne soit pas procédé à sa radiation.

S'il s'avère que l'habitation est occupée par des tiers, un seul contrôle sur place peut suffire pour déterminer à la fois le départ des anciens occupants et l'arrivée des nouveaux occupants. La police utilisera tous les moyens raisonnables permettant de trouver la nouvelle adresse de l'intéressé. Si l'enquête montre que l'intéressé et/ou le ménage a établi sa résidence principale dans une autre commune, le service compétent de la commune en informe l'autre commune. Une éventuelle radiation est alors postposée en attendant que l'enquête dans l'autre commune soit réalisée. Lors de la procédure de radiation d'office, les éventuels nouveaux occupants sont inscrits en tant que ménage distinct.

§ 10. Quand l'intéressé et/ou le ménage est inscrit en adresse de référence à l'adresse du CPAS, une notification du Conseil de l'Action sociale au service compétent de la commune suffit pour mettre un terme à l'inscription en adresse de référence auprès du CPAS, ce qui aura pour conséquence une radiation d'office.
Si la commune constate que l'intéressé, pourtant inscrit à une adresse de référence, a établi sa résidence principale dans un lieu bien déterminé, elle mène une enquête de résidence et procède, le cas échéant, à une inscription d'office dans les registres.

Article 8 : Rapport d'enquête.

§ 1er. Le rapport d'enquête doit être complété de manière précise et doit au moins contenir les informations suivantes :

- l'identité des personnes qui sont rencontrées à l'adresse ;
- les mentions de l'ancienne et de la future adresse ;
- les dates et heures auxquelles les visites sur place ont été réalisées ;
- les constatations de fait concernant l'occupation effective des lieux par les personnes, et leur composition de ménage, rencontrées à l'adresse, étayant la conclusion finale de la police ;
- la conclusion positive ou négative de la police;
- le nom, le prénom, la fonction/le grade et la signature du policier qui a réalisé l'enquête.

§ 2. A défaut de modèle de rapport d'enquête fixé par la commune, les modèles de rapports d'enquête sur la réalité de la résidence, l'inscription d'office et la radiation d'office, repris dans les Instructions générales du SPF Intérieur, sont d'application.

CHAPITRE 4. La décision

3928080

Article 9 : Inscription dans les registres
Article 10 : Inscription d'office
Article 11 : Départ sans déclaration et radiation d'office
Article 12 : Inscription provisoire
Article 13 : Litiges

Article 9 : Inscription dans les registres.

Après réception du rapport d'enquête, le service compétent de la commune prend une décision concernant la demande d'inscription en conformité avec les lois, arrêtés et instructions citées dans le préambule. Il prend cette décision en toute indépendance sur la base de la réglementation et des informations de fait disponibles. En cas de doute, le fonctionnaire compétent peut demander aux compagnies de distribution d'eau et/ou d'énergie, la communication des relevés de consommation des personnes qui font l'objet de l'enquête. Il peut demander une enquête de résidence complémentaire si le rapport d'enquête ne lui semble pas assez complet et/ou motivé pour prendre sa décision.

Article 10 : Inscription d'office.

Le collège décide de l'inscription d'office dans les registres de la population en conformité avec les lois, arrêtés et instructions cités dans le préambule. Toute décision doit être motivée sur base des éléments du dossier. Si le collège souhaite s'opposer aux conclusions du rapport d'enquête, il motive explicitement cette opposition. Cette motivation est également portée à la connaissance de l'enquêteur qui a établi le rapport.

Article 11 : Départ sans déclaration et radiation d'office.

§ 1er. Le collège décide de procéder à la radiation d'office lorsque le rapport d'enquête montre qu'il est impossible de trouver la nouvelle résidence de l'intéressé. La radiation d'office prend cours à la date de la décision du collège.

§ 2. La radiation d'office est une mesure exceptionnelle et il ne peut être procédé à celle-ci que si aucune résidence principale réelle ne peut être trouvée sur le territoire belge.
Le rapport du service compétent de la commune se réfère au minimum aux rapports d'enquête négatifs de la police (sauf en cas de radiation d'office d'une adresse de référence), la consultation de la banque de données Sidis (incarcération éventuelle) et du Registre national (contrôle de résidence éventuelle à une autre adresse).

§ 3. Le collège ordonne la radiation d'office des personnes qui sont inscrites en absence temporaire lorsqu'elles ne remplissent plus les conditions de cette inscription et que la situation de résidence ne peut pas être régularisée.

§ 4. Le collège ordonne la radiation d'office des personnes qui sont inscrites en adresse de référence lorsqu'elles ne remplissent plus les conditions de cette inscription et que la situation de résidence ne peut pas être régularisée.

§ 5. Lorsque la radiation s'impose parce que l'intéressé a perdu son droit au séjour à la suite d'une décision de l'Office des Etrangers (OE) du SPF Intérieur, il n'est pas nécessaire que la police effectue un contrôle de résidence, ni que le collège prenne une décision: la radiation est enregistrée à la date de la décision de l'OE. Si une enquête de résidence est néanmoins effectuée et démontre que l'étranger a effectivement quitté l'adresse, le collège le constate par une radiation d'office suivant la radiation pour perte de droit au séjour.

Article 12 : Inscription provisoire.

Lorsqu'il est constaté, lors d'une enquête, que la résidence principale se trouve bien à l'adresse déclarée mais que l'occupation permanente n'est pas autorisée pour des raisons de sécurité, de salubrité, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire, il est procédé à une inscription provisoire.

3928080

Article 13 : Litiges.

L'intéressé et/ou le ménage peut introduire par écrit un recours auprès du SPF Intérieur contre la décision du collège ou contre la décision du service compétent de la commune pour autant qu'il s'agisse de la constatation de la résidence principale actuelle.
Le recours est introduit en envoyant une requête motivée au SPF Intérieur, Direction générale Institutions et Population, service Population et Documents d'identité, Parc Atrium, Rue des Colonies, 11, 1000 Bruxelles, et ce, dans les 30 jours calendrier qui suivent la notification de la décision définitive.

Ce recours ne limite pas les moyens de recours devant le Conseil d'état, dans les 60 jours après la signification de la décision, ni devant les tribunaux civils.

Vu pour être annexé à notre arrêté royal du fixant le modèle de règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, ainsi que les délais et modalités d'approbation dudit règlement.

Donné à

PAR LE ROI :
La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Annelies VERLINDEN

Bijlage I bij het koninklijk besluit van ... tot vastlegging van het model van gemeenteverordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, alsook de termijnen en modaliteiten voor goedkeuring van die verordening.

Modelreglement met betrekking tot het onderzoek naar de hoofdverblijfplaats

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van natuurlijke personen;
Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten;
Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;
Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, in het bijzonder artikel 10, waarin bepaald wordt dat de gemeenteraad bij verordening de nadere regels vastlegt volgens welke het onderzoek naar de reële verblijfplaats wordt ingesteld en volgens welke het verslag inzake de afvoering en inschrijving van ambtswege dient te worden opgesteld;
Gelet op het Koninklijk besluit van...tot vastlegging van het model van gemeenteverordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, alsook de termijnen en modaliteiten voor goedkeuring van die verordening;
Gelet op de Algemene Onderrichtingen betreffende het houden van de bevolkingsregisters;
Gelet op de diverse regionale en gemeentelijke bepalingen;
Overwegende dat de doelstelling van de bevolkingsregisters is om de inwoners die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente, te lokaliseren en te identificeren;
Overwegende dat de inschrijving in de bevolkingsregisters zowel een recht als een plicht is;
Overwegende dat de gegevens betreffende de lokalisatie en de identificatie van de personen ingeschreven in de bevolkingsregisters, worden opgenomen in het Rijksregister van natuurlijke personen;
Overwegende dat het administratieve optreden van de gemeente en van alle overheden en instellingen op de verschillende bevoegdheidsniveaus steunt op het houden van de bevolkingsregisters en van het Rijksregister van natuurlijke personen;
Overwegende dat het permanent bijwerken van de bevolkingsregisters en van het Rijksregister van natuurlijke personen zowel essentieel is op sociaal, fiscaal en statistisch gebied als voor de bescherming en de veiligheid van de bevolking;
Overwegende dat de controle van de hoofdverblijfplaats door de politie noodzakelijk is ter voorkoming van fictieve domiciliëring en bijgevolg, ter bestrijding van met name fiscale en sociale fraude, inbreuken op huisvesting, urbanisme, gezondheid, veiligheid, ruimtelijke ordening, enz.;
Overwegende dat dit reglement tot doel heeft de nadere regels vast te stellen met betrekking tot het onderzoek naar de hoofdverblijfplaats en de procedure voor de woonstcontrole;
Overwegende dat bij een conflict tussen de voormelde wetten, besluiten en onderrichtingen enerzijds en dit gemeentereglement anderzijds, de eerste doorslaggevend zijn;

Op voorstel van het College:

BESLUIT:

DEEL I: INSCHRIJVING IN DE BEVOLKINGSREGISTERS EN WOONSTCONTROLE

HOOFSTUK 1. Definities.

Artikel 1.

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

Hoofdverblijfplaats:
De hoofdverblijfplaats is de plaats waar de leden van een huishouden dat uit verscheidene personen is

samengesteld gewoonlijk leven, ongeacht of die personen al dan niet door verwantschap verbonden zijn, of de plaats waar een alleenstaande gewoonlijk leeft. Dit begrip is gebaseerd op een feitelijke situatie, namelijk de vastelling van een effectief verblijf op een verblijfplaats gedurende het grootste deel van het jaar;

Tijdelijke afwezigheid:
Het feit van het niet effectief verblijven op de hoofdverblijfplaats, gedurende een bepaalde periode, waarbij er voldoende belangen worden behouden die aantonen dat de re-integratie op de hoofdverblijfplaats te allen tijde mogelijk is;

Referentieadres:
Het adres van de hoofdverblijfplaats van een natuurlijk persoon of een rechtspersoon die aan de wettelijke vereisten voldoet, en waar, met de toestemming van deze natuurlijke persoon of rechtspersoon, een natuurlijk persoon zonder vaste verblijfplaats is ingeschreven;

Mobiele woning:
Iedere woning die opgevat en uitgerust is om zich reglementair op de openbare (water)wegen te begeven;

Gezin/huishouden:
Het gezin of huishouden bestaat uit: hetzij een persoon die gewoonlijk alleen leeft, hetzij uit twee of meer personen die, al dan niet door verwantschap aan elkaar verbonden, gewoonlijk in één en dezelfde woning verblijven en er samenleven;

Referentiepersoon:
Het gezinslid dat gewoonlijk met de administratie in contact staat voor de aangelegenheden die het gezin betreffen. Er kan maar één referentiepersoon per gezin worden aangeduid;

Vreemdeling:
Een persoon die niet de Belgische nationaliteit heeft in de zin van de vreemdelingenwetgeving;

HOOFDSTUK 2. De aangiftes.

Adreswijziging (artikel 2)
Tijdelijke afwezigheid (artikel 3),
Referentieadres (artikel 4),
Vertrek naar het buitenland (artikel 5),
Aangifte door minderjarigen (artikel 6)

Artikel 2. Adreswijziging.

§1. Elke persoon die zijn hoofdverblijfplaats wil vestigen of wijzigen in de gemeente, is verplicht aangifte te doen van zijn adreswijziging bij de bevoegde gemeentedienst, overeenkomstig de in de preambule vermelde wetten, besluiten en onderrichtingen.

§2. Elke verblijfplaatswijziging binnen de gemeente, vanuit een andere gemeente van België of vanuit of naar het buitenland, moet het voorwerp zijn van een woonstcontrole die ter plaatse wordt uitgevoerd.

Artikel 3. Tijdelijke afwezigheid.

§1. De burger kan elke tijdelijke afwezigheid van meer dan drie maanden aangeven bij de bevoegde dienst. Indien een burger na 6 maanden afwezigheid van zijn hoofdverblijfplaats geen tijdelijke afwezigheid heeft aangevraagd, wordt de procedure voor ambtshalve afvoering opgestart. Om een tijdelijke afwezigheid aan te geven vult de betrokkene het daartoe bestemde formulier in. Deze tijdelijke afwezigheid moet in overeenstemming zijn met de in de preambule vermelde wetten, besluiten en onderrichtingen.

§2. Indien de woning op exclusieve wijze verhuurd of ter beschikking gesteld word aan een derde, wordt niet langer aan de voorwaarden voor Tijdelijke Afwezigheid voldaan en wordt de Tijdelijk Afwezige persoon ambtshalve afgevoerd.

Artikel 4. Referentieadres.

§1. De mogelijkheid om te worden ingeschreven op een referentieadres wordt strikt beperkt bij de in de preambule vermelde wetten, besluiten en onderrichtingen.

§2. Enkel de gemeente is bevoegd voor de inschrijving in of de afvoering uit de bevolkingsregisters.

§3. Enkel het centrum voor maatschappelijk welzijn is bevoegd om een oordeel te vellen over het al dan niet beschikken over voldoende bestaansmiddelen om zich van een vaste verblijfplaats te kunnen voorzien. Voor een inschrijving onder referentieadres voor een persoon die niet meer over een vaste verblijfplaats beschikt wegens onvoldoende bestaansmiddelen, is een document van het centrum voor maatschappelijk welzijn, als bewijs dat aan de inschrijvingsvoorwaarden op het adres van het centrum is voldaan , noodzakelijk.
De aanvrager kan beslissen om zijn referentieadres bij een natuurlijke persoon te plaatsen, mits voorlegging van het hogergenoemde document en een akkoord van de betrokken natuurlijke persoon.

Artikel 5. Vertrek naar het buitenland.

§1. Bij verhuis naar het buitenland moet de betrokkene hiervan aangifte doen bij de bevoegde gemeentedienst, uiterlijk de dag voor het vertrek.

§2. Bij aangifte ontvangt de betrokkene een bewijs van afvoering. Bij laattijdige aangifte wordt het bewijs opgesteld op de datum van de laattijdige aangifte, mits een officieel bewijsstuk voorligt van de vestiging in het buitenland. (attest van de buitenlandse gemeente, politie of de Belgische diplomatieke/consulaire post).

§3. Om domiciliefraude tegen te gaan, verzoekt de gemeente om een controle door de politie van de echtheid van het vertrek door middel van een verblijfplaatsonderzoek op het adres van inschrijving.

Artikel 6. Aangifte door minderjarigen.

§1. De minderjarige wordt ingeschreven op het adres van zijn hoofdverblijfplaats, overeenkomstig de in de preambule vermelde wetten, besluiten, reglementen en onderrichtingen.

§2. Indien er elementen ter kennis gebracht worden van de gemeente waaruit blijkt dat de minderjarige een gedeeld verblijf heeft bij de ouders, dient het verblijfplaatsonderzoek bijzonder nauwkeurig te gebeuren.
Indien het verblijf gelijk verdeeld is, blijft de minderjarige ingeschreven waar hij ingeschreven was, behoudens andersluidend akkoord bij authentieke akte of rechterlijke beslissing vastgelegd.
Indien het verblijf niet gelijk verdeeld is, wordt de minderjarige ingeschreven daar waar hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft. Deze inschrijving staat los van de eventueel bij rechterlijke beslissing opgelegde wettelijke verblijfplaats, of onderling akkoord over de verblijfplaats van de minderjarige.

HOOFDSTUK 3. Het onderzoek.

Onderzoek naar de hoofdverblijfplaats (artikel 7)
Onderzoeksverslag (artikel 8)

Artikel 7. Onderzoek naar de hoofdverblijfplaats.

§1. De politie voert het onderzoek naar de reële hoofdverblijfplaats uit. De politie gaat na of de betrokkene gedurende het grootste deel van het jaar zijn daadwerkelijk zijn verblijfplaats heeft op het adres dat hij heeft aangegeven en hier het centrum van zijn belangen heeft gevestigd.

§2. Het onderzoek naar de hoofdverblijfplaats kan ook ambtshalve gevoerd worden door de politie of op verzoek van de bevoegde dienst van de gemeente, met name wanneer een persoon of een gezin zich gevestigd heeft op het grondgebied van de gemeente zonder hiervan aangifte te hebben gedaan. In dergelijk geval wordt de betrokkene opgeroepen om de nodige stappen te ondernemen om de adreswijziging te doen en zo de toestand te regulariseren. Indien de betrokkene geen gevolg geeft aan deze oproep, wordt de procedure van inschrijving van ambtswege opgestart.

§3. De onderzoeken door de politie en door de gemeente zullen in elk geval moeten worden uitgevoerd met

inachtneming van de garanties die worden geboden door de bescherming van de woonplaats en van het beroepsgeheim;

§4. Het onderzoek wordt uitgevoerd binnen de wettelijke termijn. Indien na afloop van de wettelijke termijn geen conclusie kan worden getrokken, moet het onderzoek worden voortgezet in samenspraak tussen politie an de bevoegde dienst van de gemeente.

§5. Bij de woonstcontrole gaat de politie na of alle betrokken personen hun hoofdverblijfplaats hebben op deze locatie door hen ter plaatse te ontmoeten. De politie kan, in voorkomend geval, inlichtingen inwinnen bij derden die over informatie over de bewoning zouden kunnen beschikken.

§6. Als er geen enkele twijfel bestaat over de hoofdverblijfplaats, wordt het onderzoeksverslag afgewerkt door de politie en onmiddellijk hierna overgezonden aan de bevoegde dienst van de gemeente.

§7. Bij twijfel is er verder onderzoek vereist. Er worden bijkomende controles uitgevoerd, gediversifieerd in tijd, indien nodig ook 's avonds en in het weekend.

§8. Wanneer uit het onderzoek naar de werkelijke hoofdverblijfplaats blijkt dat de betrokkene niet op het aangegeven adres woont, geeft de politie een negatief advies. Het onderzoeksverslag vermeldt, in voorkomend geval, de vermoedde werkelijke hoofdverblijfplaats van de betrokkene. In voorkomend geval moet er eveneens een onderzoek plaatsvinden op dat adres.

§9. De procedure tot afvoering van ambtswege wordt opgestart in de gevallen bepaald in artikel 11.

Het onderzoeksverslag in het kader van een afvoering tot ambtswege moet voldoende gemotiveerd en gedetailleerd zijn. Er worden controles uitgevoerd buiten de normale kantooruren en in het weekend. De betrokkene wordt ingelicht over het voorstel tot ambtshalve afvoering en kan, in voorkomend geval en binnen de redelijke termijn die voor hem wordt bepaald, bewijzen aanvoeren die rechtvaardigen dat niet wordt overgegaan tot zijn afvoering.

Als blijkt dat de woning bewoond is door derden, is, kan één controle ter plaatse voldoende zijn, om zowel het vertrek van de oude bewoners als de aankomst van de nieuwe bewoners vast te stellen. De politie zal alle redelijke middelen gebruiken om het nieuwe adres van de betrokkene te achterhalen. Als uit onderzoek blijkt dat de betrokkene en/of het gezin zijn hoofdverblijfplaats heeft gevestigd in een andere gemeente, brengt de bevoegde dienst van de gemeente de andere gemeente hiervan op de hoogte. Een eventuele afvoering wordt dan uitgesteld tot na het onderzoek in de andere gemeente. Tijdens de procedure van ambtshalve afvoering worden eventuele nieuwe bewoners als een afzonderlijk gezin ingeschreven.

§10. Wanneer de betrokkene en/of het gezin is ingeschreven op een referentieadres van het OCMW, volstaat een mededeling van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn aan de bevoegde dienst van de gemeente om een einde aan te maken aan de inschrijving onder referentieadres bij het OCMW, met een afvoering van ambtswege als gevolg.
Indien de gemeente vaststelt dat de betrokkene, hoewel hij is ingeschreven op een referentieadres, zijn hoofdverblijfplaats heeft gevestigd op een welbepaalde plaats, voert zij een verblijfplaatsonderzoek en gaat zij desgevallend over tot een ambtshalve inschrijving in de registers.

Artikel 8. Onderzoeksverslag.

§1. Het onderzoeksverslag moet nauwkeurig worden ingevuld en moet ten minste de volgende gegevens bevatten:

- de identiteit van de personen die aangetroffen worden op het adres;
- de vermelding van het oude en het toekomstige adres;
- de datum en het tijdstip waarop de plaatsbezoeken uitgevoerd werden;
- de vaststellingen met betrekking tot de effectieve bewoning door de personen, en hun gezinssamenstelling, die op het adres worden aangetroffen, waarop de uiteindelijke conclusie van de politie steunt;
- de positieve of negatieve conclusie van de politie;

3928080

- de naam, voornaam, functie/graad en handtekening van de politie die het onderzoek heeft gevoerd.

§2. Bij gebreke aan een door de gemeente vastgelegd model van onderzoeksverslag, zijn de modellen inzake het onderzoek naar de reële verblijfplaats, de ambtshalve inschrijving en afvoering, zoals weergeven in de Algemene Onderrichtingen van de FOD Binnenlandse Zaken, van toepassing.

HOOFDSTUK 4. De beslissing.

Artikel 9: Inschrijving in de registers.
Artikel 10: Inschrijving van ambtswege.
Artikel 11: Vertrek zonder aangifte en afvoering van ambtswege.
Artikel 12: Voorlopige inschrijving.
Artikel 13: Betwistingen.

Artikel 9. Inschrijving in de registers.

Na ontvangst van het onderzoeksverslag neemt de bevoegde dienst van de gemeente een beslissing betreffende de aanvraag tot inschrijving, overeenkomstig de in de preambule vermelde wetten, besluiten en onderrichtingen. Hij beslist autonoom op grond van de reglementering en de voorliggende feitelijke gegevens. In geval van twijfel kan de bevoegde ambtenaar aan de watermaatschappijen en/of energieleveranciers overzichten vragen van het verbruik van de personen die het voorwerp zijn van het onderzoek. Hij kan een aanvullend verblijfplaatsonderzoek vragen indien hij vindt dat het onderzoeksverslag niet voldoende volledig is en/of geen voldoende motivatie biedt om een beslissing te nemen.

Artikel 10. Inschrijving van ambtswege.

Het college beslist over de inschrijving van ambtswege in de bevolkingsregisters, overeenkomstig de in de preambule vermelde wetten, besluiten en onderrichtingen. Elke beslissing moet op basis van de elementen van het dossier worden gemotiveerd. Indien het college zich wenst te verzetten tegen de conclusies van het onderzoeksverslag, motiveert het college dit verzet uitdrukkelijk. Deze motivatie wordt eveneens ter kennis gebracht van de onderzoeker die het verslag heeft opgesteld.

Artikel 11. Vertrek zonder aangifte en afvoering van ambtswege.

§1. Het college besluit tot afvoering van ambtswege wanneer uit het onderzoeksverslag blijkt dat het onmogelijk is om de nieuwe verblijfplaats van de betrokkene te achterhalen. De afvoering van ambtswege gaat in op de datum van de beslissing van het college.

§2. De afvoering van ambtswege is een uitzonderingsmaatregel en kan slechts uitgevoerd worden als er geen feitelijke hoofdverblijfplaats in België kan achterhaald worden.
Het verslag van de ambtenaar van de burgerlijke standbevoegde dienst van de gemeente verwijst minstens naar de negatieve onderzoeksverslagen van de politie (behalve bij een afvoering van ambtswege van een referentieadres), de raadpleging van de Sidis databank (eventuele opsluiting) en van het Rijksregister (eventuele woonstcontrole op een ander adres).

§3. Het college gelast de afvoering van ambtswege van de personen die ingeschreven zijn met een tijdelijke afwezigheid, wanneer zij niet meer voldoen aan de voorwaarden voor deze inschrijving en wanneer de verblijfstoestand niet kan worden geregulariseerd.

§4. Het college gelast de afvoering van ambtswege van de personen die ingeschreven zijn op een referentieadres, wanneer zij niet meer voldoen aan de voorwaarden voor deze inschrijving en wanneer de verblijfstoestand niet kan worden geregulariseerd.

§5. Wanneer de afvoering noodzakelijk is, omdat de betrokkene zijn verblijfsrecht heeft verloren ten gevolge van een beslissing van de FOD Binnenlandse Zaken, Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ), is het niet nodig dat de politie een woonstcontrole uitvoert of dat het college een beslissing neemt: de afvoering wordt geregistreerd op de datum van de beslissing van DVZ. Indien niettemin een woonstcontrole plaatsvond, die aantoont dat de vreemdeling effectief het adres heeft verlaten, gaat het college, na de afvoering wegens

3928080

verlies van het verblijfsrecht, over tot een afvoering van ambtswege.

Artikel 12. Voorlopige inschrijving.

Wanneer tijdens een onderzoek wordt vastgesteld dat de hoofdverblijfplaats wel degelijk op het aangegeven adres is, maar dat permanente bewoning niet is toegestaan om redenen van veiligheid, gezondheid, urbanisme of ruimtelijke ordening, volgt een voorlopige inschrijving.

Artikel 13. Betwistingen.

De betrokkene en/of het gezin kan schriftelijk beroep indienen bij de FOD Binnenlandse Zaken tegen de beslissing van het college of tegen de beslissing van de bevoegde dienst van de gemeente, voor zover dit de vaststelling van de actuele hoofdverblijfplaats betreft.
Het beroep wordt ingesteld door een gemotiveerd verzoekschrift te sturen aan de FOD Binnenlandse Zaken, Algemene Directie Instellingen en Bevolking, dienst Bevolking en Identiteitskaarten, Park Atrium, Koloniënstraat 11, 1000 Brussel en dit binnen de 30 kalenderdagen na de kennisgeving van de definitieve beslissing.

Deze beroepsmogelijkheden doen geen afbreuk aan de mogelijkheid tot beroep voor de Raad van State, binnen een termijn van 60 dagen na betekening van de beslissing, of voor de burgerlijke rechtbanken.

Gezien om bijgevoegd te worden bij ons koninklijk besluit van ... tot vastlegging van het model van gemeenteverordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, alsook de termijnen en modaliteiten voor goedkeuring van die verordening.

Gegeven op

VAN KONINGSWEGE:
De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Annelies VERLINDEN

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

Projet d'arrêté royal fixant le modèle de règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, ainsi que les délais et modalités d'approbation dudit règlement.

Rapport au Roi

Sire,

Le présent projet d'arrêté vise à mettre en œuvre l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3, et § 4, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour.

Par la loi du 25 novembre 2018 portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population, l'article 5 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger a été largement complété par l'obligation, faite aux communes, de prendre un règlement concernant l'enquête relative à la résidence principale (en ce compris le modèle de rapport d'enquête) ainsi qu'un règlement concernant la procédure de numérotation des habitations se situant sur le territoire de la commune.

Le présent arrêté royal en projet ne vise que le règlement concernant l'enquête relative à la résidence principale visé à l'article 5, § 2, alinéa 3 de la loi de la loi du 19 juillet 1991. Le règlement relatif à la numérotation des habitations fera l'objet d'un arrêté royal distinct.

Si l'article 10 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers précise qu'il appartient aux communes de fixer, par règlement communal, les modalités selon lesquelles les contrôles de résidence doivent être réalisés, il est apparu que de très nombreuses communes ne disposent pas de tels règlements ou que leur règlement est désuet.

Or, l'existence de tels règlements et la précision de leur contenu sont indispensables afin que l'enquête de résidence lors d'un changement de domicile soit la plus complète possible; ceci notamment à des

KONINKRIJK BELGIË

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

Ontwerp van koninklijk besluit tot vastlegging van het model van gemeenteverordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, alsook de termijnen en modaliteiten voor goedkeuring van die verordening.

Verslag aan de Koning

Sire,

Dit ontwerp van besluit strekt ertoe artikel 5, §2, tweede en derde lid, en §4, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten uit te voeren.

Door de wet van 25 november 2018 houdende diverse bepalingen met betrekking tot het Rijksregister en de bevolkingsregisters, werd artikel 5 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, ruimschoots aangevuld met de verplichting voor de gemeenten om een verordening aan te nemen met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats (met inbegrip van het model van het onderzoeksverslag), alsook een verordening met betrekking tot de nummering van de woningen die op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn.

Dit ontwerp van koninklijk besluit gaat uitsluitend over de verordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, derde lid, van de wet van 19 juli 1991. De verordening betreffende de nummering van de woningen zal het voorwerp uitmaken van een apart koninklijk besluit.

Artikel 10 van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister preciseert dat het aan de gemeenten toebehoort om, bij gemeentelijke verordening, de modaliteiten vast te leggen volgens welke de verblijfplaatscontroles uitgevoerd moeten worden, maar er is gebleken dat zeer veel gemeenten niet over een dergelijke verordening beschikken of dat hun verordening verouderd is.

Het bestaan van dergelijke verordeningen en de precisering van de inhoud ervan zijn nochtans noodzakelijk om het verblijfplaatsonderzoek bij een domiciliewijziging zo volledig mogelijk te kunnen

fins de prévention de l'utilisation d'adresses fictives.

Par conséquent, obliger les communes à prendre un règlement concernant l'enquête relative à la résidence principale vise à remédier à ces carences et, dès lors, à augmenter la qualité de la tenue des registres de la population puisqu' auparavant aucune obligation n'était prévue concernant l'existence de tels règlements. Le principe de l'autonomie communale est toujours conservé en la matière, les communes se devant de fixer ces règlements.

Les règlements établis par les communes doivent être soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur (ou de son délégué) et, ce, en vue de s'assurer que l'ensemble des règlements communaux édictés soient de qualité et en adéquation avec la réglementation actuelle, sinon l'objectif visé par la loi ne serait pas atteint. C'est à la Direction générale Institutions et Population, laquelle dispose de l'expertise nécessaire en la matière, que seront soumis les règlements communaux afin que celle-ci en évalue la qualité au regard des impératifs d'une enquête de résidence scrupuleuse.

La loi du 25 novembre 2018 prévoit également qu'à défaut d'adoption de tels règlements par les communes endéans un certain délai après la publication au *Moniteur belge* du modèle de règlement établi par le Roi, ce modèle de règlement sera d'office d'application dans les communes en défaut. Cette mesure est nécessaire afin de pallier l'inaction éventuelle de certaines communes. Les communes sont donc autonomes pour établir leur règlement mais leur inaction est dorénavant palliée par la loi.

L'objectif visé par l'approbation préalable des règlements communaux et par la mise à disposition des communes d'un modèle de règlement communal consiste donc, avant tout, à aider et soutenir les communes dans la rédaction ou la mise à jour de leur règlement en transposant, dans ce modèle, les principes fondamentaux réglementaires organisant l'inscription et la radiation de la population, les modalités relatives à la vérification de la résidence principale et la procédure de contrôle de résidence. Ces règlements approuvés ou le modèle de règlement proposé permettent également d'offrir un cadre de référence commun aux acteurs locaux, principalement aux communes et à la police locale.

L'article 1er du présent projet d'arrêté fixe le modèle de règlement auquel peuvent se référer les communes, lequel sera d'office d'application jusqu'à ce que les autorités communales fixent leur propre règlement tel visé à l'article 5, § 1er, alinéa 3, de la loi du 19 juillet 1991.

voeren, met name teneinde het gebruik van fictieve adressen te bestrijden.

De verplichting voor de gemeenten om een verordening aan te nemen met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats strekt er dan ook toe deze tekortkomingen op te lossen en de kwaliteit van het houden van de bevolkingsregisters te verbeteren, omdat er voorheen geen enkele verplichting betreffende het bestaan van dergelijke verordeningen bestond. Het principe van de gemeentelijke autonomie wordt op dit vlak behouden, aangezien de gemeenten deze verordeningen zelf moeten vastleggen.

De door de gemeenten opgestelde verordeningen moeten ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken (of zijn afgevaardigde) teneinde ervoor te zorgen dat alle uitgevaardigde gemeentelijke verordeningen van goede kwaliteit en in overeenstemming met de huidige regelgeving zijn. Anders zou de door de wet beoogde bedoeling niet bereikt worden. De gemeentelijke verordeningen zullen voorgelegd worden aan de Algemene Directie Instellingen en Bevolking, die over de nodige desbetreffende expertise beschikt en die de kwaliteit ervan zal beoordelen, rekening houdend met de geldende regels voor een zorgvuldig verblijfplaatsonderzoek.

De wet van 25 november 2018 bepaalt eveneens dat, wanneer de gemeenten een dergelijke verordening niet aannemen binnen een welbepaalde termijn na de bekendmaking van het door de Koning vastgelegde model van verordening in het *Belgisch Staatsblad*, dit model van verordening ambtshalve van toepassing zal zijn in de gemeenten die in gebreke gebleven zijn. Deze maatregel is nodig om tegemoet te komen aan de gemeenten die op dit vlak nog niks ondernomen hebben. De gemeenten hebben dus autonomie om hun verordening vast te leggen, maar hun eventueel in gebreke blijven wordt voortaan door de wet opgelost.

De bedoeling van de voorafgaande goedkeuring van de gemeentelijke verordeningen en van de terbeschikkingstelling van een model van gemeentelijke verordening bestaat er dus vooreerst in om de gemeenten te helpen en te ondersteunen bij de opstelling of de herziening van hun verordening, door de fundamentele regelgevende principes tot organisatie van de inschrijving en de afvoering van de burgers, de modaliteiten betreffende de controle van de hoofdverblijfplaats en de procedure voor de verblijfplaatscontrole in dit model te gieten. Deze goedgekeurde verordeningen of het voorgestelde model van verordening maken het tevens mogelijk om een gezamenlijk referentiekader te bieden aan de lokale actoren, hoofdzakelijk de gemeenten en de lokale politie.

Artikel 1 van dit ontwerp van besluit legt het model van verordening vast waarop de gemeenten zich kunnen baseren; dit model zal ambtshalve van toepassing zijn totdat de gemeentelijke overheden hun eigen verordening bedoeld in artikel 5, §1, derde lid, van de wet van 19 juli 1991, vastgelegd hebben.

L'article 2 du présent projet d'arrêté fixe les modalités et délais d'approbation, par la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur, des règlements concernant l'enquête relative à la résidence principale visés à l'article 5, § 2, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1991.

Ainsi, le règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale doit être soumis, pour approbation, à la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur .dans les six mois de la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

Il appartiendra à la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur d'approuver ou ne pas approuver le règlement communal qui lui est soumis dans les 3 mois de la réception de celui-ci.
Lors de la procédure d'approbation du règlement, les services de la Direction générale Institutions et Population seront surtout attentifs au respect de la règlementation relative à la tenue des registres de la population, les spécificités propres aux communes pouvant, bien entendu, être reprises dans le règlement transmis au SPF Intérieur.

Le règlement approuvé peut être assorti d'observations et de recommandations. Si le règlement communal n'est pas approuvé, la décision de non-approbation sera toujours accompagnée d'un avis.

Dans cette hypothèse, l'article 5, § 2, alinéa 4, prévoit ce qui suit :

«A défaut de la fixation par le conseil communal d'un tel règlement dans les 6 mois suivant la publication au Moniteur belge du modèle de règlement visé à l'alinéa 3 ou en cas de non-approbation par le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions du règlement fixé par le conseil communal, le modèle de règlement sera d'office d'application jusqu'à ce que les autorités communales fixent leur propre règlement, conformément aux alinéas 1er et 2. Les autorités communales en seront averties par envoi recommandé et, sans préjudice de l'obligation d'information visée au paragraphe 5 incombant aux autorités communales, un avis purement informatif quant à l'application d'office du règlement est publié au Moniteur belge. ».

Dans le cas où des modifications législatives pouvant avoir un impact sur les règlements communaux seraient adoptées, le présent projet d'arrêté précise que les communes devront adapter leurs règlements en conséquence ; ce sera également le cas pour le modèle de règlement visé à l'article 1er du présent projet.

Artikel 2 van dit ontwerp van besluit bepaalt de modaliteiten en de termijnen voor de goedkeuring van de verordeningen met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 5, §2, tweede lid, van de wet van 19 juli 1991, door de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken.

Zo moet de gemeentelijke verordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken, binnen de zes maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad.

De Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken zal de haar voorgelegde gemeentelijke verordening al dan niet moeten goedkeuren binnen de 3 maanden na de ontvangst ervan.
Bij de goedkeuringsprocedure van de verordening zullen de diensten van de Algemene Directie Instellingen en Bevolking vooral aandacht besteden aan de naleving van de regelgeving betreffende het houden van de bevolkingsregisters; de eigen specificiteiten van de gemeenten kunnen daarbij natuurlijk in de aan de FOD Binnenlandse Zaken voorgelegde verordening opgenomen worden.

Er kunnen opmerkingen en aanbevelingen geformuleerd worden bij de goedgekeurde verordening. Indien de gemeenteverordening niet goedgekeurd wordt, zal bij de beslissing van niet-goedkeuring steeds een advies bijgevoegd worden.

Wat deze hypothese betreft, bepaalt artikel 5, §2, vierde lid, het volgende:

"Wanneer de gemeenteraad een dergelijke verordening niet vastlegt binnen de 6 maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het in het derde lid bedoelde model van verordening, of in geval van niet-goedkeuring door de minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken van de door de gemeenteraad vastgelegde verordening, zal het model van verordening ambtshalve van toepassing zijn tot de gemeentebesturen hun eigen verordening vastleggen, overeenkomstig het eerste en tweede lid. De gemeentebesturen zullen hiervan op de hoogte gebracht worden via aangetekende zending en, onverminderd de in paragraaf 5 bedoelde informatieverplichting die de gemeentebesturen hebben, wordt een louter informatief bericht betreffende de ambtshalve toepassing van de verordening in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt."

Dit ontwerp van besluit preciseert dat, als er wetgevende wijzigingen goedgekeurd zouden worden die een impact kunnen hebben op de gemeentelijke verordeningen, de gemeenten hun verordeningen dientengevolge zullen moeten aanpassen; dit zal eveneens het geval zijn voor het model van verordening bedoeld in artikel 1 van dit ontwerp.

Pour les citoyens résidant sur le territoire d'une commune dont le règlement communal concernant l'enquête relative à la résidence principale aura été pris et approuvé, la publicité en sera assurée conformément à l'article 5, § 5, de la loi du 19 juillet 1991 :

"§ 5. Les règlements communaux en vigueur(...), qu'il s'agissent des règlements fixés par le conseil communal ou des modèles de règlement déterminés par le Roi et appliqués d'office (...), doivent pouvoir être consultés par le public, que ce soit par le biais du site Internet de la commune, par voie d'avis informatif ou par tout autre moyen de publicité. ».

Enfin, la loi du 25 novembre 2018, prévoit une disposition transitoire pour les communes qui auraient déjà adopté un règlement avant la publication du modèle visé à l'article 1er. La qualité de ces règlements doit également faire l'objet d'une approbation selon les mêmes modalités et délais que ceux visés à l'article 2 du présent projet.

Tel est l'objet du présent projet d'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté

le très respectueux

et le très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Voor de burgers die verblijven op het grondgebied van een gemeente waarvan de gemeentelijke verordening met betrekking tot het onderzoek betreffende de hoofdverblijfplaats aangenomen en goedgekeurd is, zal de openbaarheid ervan verzekerd worden krachtens artikel 5, §5, van de wet van 19 juli 1991:

« § 5. De van kracht zijnde gemeentelijke verordeningen, (...)of het nu gaat om de verordeningen bepaald door de gemeenteraad of om de modellen van verordening bepaald door de Koning en ambtshalve toegepast (...), moeten door het publiek geraadpleegd kunnen worden, via de internetsite van de gemeente, via een informatief bericht of via elk ander bekendmakingsmiddel.".

Tot slot bevat de wet van 25 november 2018 een overgangsbepaling voor de gemeenten die reeds een verordening aangenomen zouden hebben vóór de bekendmaking van het in artikel 1 bedoelde model. De kwaliteit van deze verordeningen moet tevens het voorwerp uitmaken van een goedkeuring volgens dezelfde modaliteiten en termijnen als die bedoeld in artikel 2 van het ontwerp.

Dit is het onderwerp van dit ontwerp van koninklijk besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige

en de zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Annelies VERLINDEN